

1 Santé publique

- Communication sur l'Union européenne de la santé
- Réflexion sur les priorités stratégiques du prochain agenda de la Commission en matière de santé (2024-2029)
- Débat sur la crise du personnel de santé et la prévention des maladies non transmissibles
- Nouveau cadre du ECDC pour la prévention des maladies transmissibles
- Cadre d'action inter-agences pour « Une seule santé »

2 Médicaments et dispositifs médicaux

- Nouvelles mesures pour la gestion des autorisations pour les médicaments
- Nouvelles règles pour l'évaluation clinique conjointe des médicaments
- Initiatives visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement en médicaments critiques
- Mesures ciblées pour stimuler les biotechnologies et la bioproduction
- Boîte à outils pour lutter contre la contrefaçon et mieux protéger les droits de propriété intellectuelle
- Principes relatifs à la limitation des substances chimiques les plus nocives aux utilisations essentielles
- Mesures sur les nouveaux concepts et services de mobilité aérienne

3 Santé en ligne

- Accord sur la création d'un espace européen des données de santé
- Accord visant à renforcer les capacités de l'UE en matière de cybersécurité
- Avis scientifique sur l'adoption de l'intelligence artificielle dans la recherche et l'innovation

4 Marché intérieur

- Priorités pour l'avenir du marché unique

5 Politique sociale

- Mesures visant à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences
- Déclaration sur l'avenir du socle européen des droits sociaux
- Conclusions sur les défis posés par le vieillissement en matière de viabilité des finances publiques
- Analyse axée sur la convergence sociale pour sept États membres
- Édition 2024 de l'indice de progrès social dans les régions de l'UE

6 Politique économique

- Conclusions sur l'avenir de la politique industrielle

7 Financements UE

- Orientations pour le financement de la recherche et de l'innovation
- Évaluation de la cohésion actuelle dans l'Union européenne

8 Concurrence

- Conclusions sur l'amélioration de la concurrence dans les marchés publics
- Premier projet important d'intérêt européen commun dans le secteur de la santé
- Modification des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale
- Quatre acquisitions approuvées dans le secteur des soins de santé
- Approbation du plan d'Illumina visant à céder Grail dans le marché des tests de dépistage du cancer

9 Cour de justice de l'Union européenne

- Conclusions concernant les pourvois introduits par Illumina et Grail contre la Commission européenne
- Arrêts concernant deux recours contre des décisions portant sur l'autorisation de mise sur le marché de médicaments
- Conclusions sur la protection des données personnelles et le concept de données concernant la santé

10 Procédures d'infraction

- La Hongrie en défaut de conformité par rapport aux règles européennes concernant la liberté d'établissement pour les services de reproduction
- La France en défaut de conformité par rapport aux règles de l'UE concernant la libre circulation des vétérinaires et des sociétés vétérinaires
- La Grèce et la Tchéquie en défaut de transposition des règles européennes relatives à la proportionnalité des réglementations professionnelles
- La Grèce et la Roumanie en défaut de transposition des règles européennes concernant les retards de paiement dans le secteur de la santé
- Trois États membres en défaut de conformité par rapport à la législation européenne sur les marchés publics
- Onze États membres en défaut de transposition des règles relatives à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes ou à des substances reprotoxiques au travail
- Trois États membres en défaut de transposition des règles relatives à l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques
- L'Irlande en défaut de transposition des règles européennes relatives aux émissions industrielles
- Dix-huit États membres en défaut de conformité par rapport à l'acte de l'UE sur la gouvernance des données

11 Divers

- Données et recommandations concernant la gestion des risques climatiques dans le secteur de la santé
- Appels à préserver le droit de chacun à l'accès aux soins de santé
- Propositions pour améliorer les conditions de travail de tous les stagiaires
- Accord sur la révision du Règlement sanitaire international

12 Publications

- Policy brief sur la manière de rendre la transition numérique dans le domaine de la santé plus inclusive
- Document d'orientation sur la crise du personnel de santé et de soins
- Étude sur l'utilisation de l'assurance maladie privée dans le contexte de la mobilité intra-européenne
- Article sur la manière de renforcer le Semestre européen afin de parvenir à une économie du bien-être
- Rapport européen 2024 sur la santé et le changement climatique
- Manuel pour l'évaluation de la résilience des systèmes de santé

1 Santé publique

Communication sur l'Union européenne de la santé

La Commission européenne a mis en avant les progrès réalisés au cours des cinq dernières années pour améliorer la santé des citoyens européens et renforcer la résilience et l'accessibilité des systèmes de santé. Elle a rappelé les trois principaux piliers sur lesquels repose l'Union européenne de la santé : un nouveau cadre pour les crises sanitaires ; la sécurité de l'approvisionnement en produits médicaux ; et des politiques de santé modernes et innovantes. Elle a enfin réaffirmé que la santé devait rester une priorité politique dans les années à venir.

DOC [EN](#) PDF

Réflexion sur les priorités stratégiques du prochain agenda de la Commission en matière de santé (2024-2029)

Une conférence de haut niveau a été organisée fin mars sous la présidence belge du Conseil de l'UE afin de réfléchir au futur programme de l'UE en matière de santé. Parmi les questions abordées figurent la pénurie de personnel médical, la sécurité de l'approvisionnement en médicaments, la préparation aux crises, la prévention des maladies non transmissibles, et l'investissement dans la santé.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

Débat sur la crise du personnel de santé et la prévention des maladies non transmissibles

La question du personnel de santé et celle de la prévention des maladies non transmissibles ont été abordées lors de la réunion informelle des ministres de la santé les 23 et 24 avril derniers. Les ministres ont discuté l'idée d'une stratégie globale de l'UE pour le personnel de santé, axée sur la planification, la formation et les améliorations réglementaires afin de répondre aux besoins évolutifs des systèmes de santé. En ce qui concerne la prévention des maladies non transmissibles, les ministres ont discuté des domaines à cibler par la législation européenne.

DOC [EN](#) PDF

Nouveau cadre du ECDC pour la prévention des maladies transmissibles

Sur la base de son mandat modifié, le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) a lancé un cadre holistique qui élargit la prévention traditionnelle des maladies infectieuses en examinant les aspects sociaux et comportementaux, y compris les facteurs de risque socio-économiques, la promotion de la santé, et l'éducation à la santé. Pour soutenir sa mise en œuvre, une communauté de pratique en matière de prévention sera créée.

DOC [EN](#) HTML

Cadre d'action inter-agences pour « Une seule santé »

Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des médicaments (EMA) ont publié un cadre commun visant à renforcer la coopération pour soutenir la mise en œuvre du programme « Une seule santé » dans l'Union européenne. Une task force inter-agences travaillera notamment à la mise en œuvre du cadre au cours des trois prochaines années (2024-2026).

DOC [EN](#) HTML

2 Médicaments et dispositifs médicaux

Nouvelles mesures pour la gestion des autorisations pour les médicaments

La Commission européenne a proposé d'adapter le système actuel d'évaluation des modifications apportées à l'autorisation initiale de mise sur le marché des médicaments. Les révisions visent à faciliter une gestion plus efficace du cycle de vie des médicaments en attendant la réforme plus large de la législation pharmaceutique de l'UE.

DOC [EN](#) HTML

Nouvelles règles pour l'évaluation clinique conjointe des médicaments

La Commission européenne a adopté de nouvelles règles définissant les délais et les étapes pour la réalisation des évaluations cliniques conjointes de l'UE. Ces règles font partie des six actes qui seront adoptés cette année dans le cadre du règlement sur l'évaluation des technologies de la santé. Les évaluations cliniques conjointes débiteront en janvier 2025 pour les médicaments contenant de nouvelles substances actives pour le traitement du cancer et pour les médicaments de thérapie innovante.

DOC [EN](#) HTML

Initiatives visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement en médicaments critiques

Le groupe de pilotage sur les pénuries de médicaments (MSSG) de l'Agence européenne des médicaments (EMA) a publié des recommandations pour remédier aux vulnérabilités dans la production et la livraison des médicaments figurant sur la liste des médicaments critiques de l'Union.

Le MSSG travaillera en étroite collaboration avec l'Alliance pour les médicaments critiques. Ce mécanisme consultatif a été officiellement lancé par l'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgences sanitaires (HERA) et la présidence belge du Conseil de l'UE en marge de la réunion informelle des ministres de la santé du 24 avril. L'Alliance travaillera au cours des cinq prochaines années pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement, renforcer la disponibilité des médicaments et réduire les dépendances de la chaîne d'approvisionnement de l'UE.

Lors du lancement de l'Alliance, la France et huit autres États membres ont présenté un manifeste appelant à un plan d'investissement coordonné et inclusif au niveau de l'UE pour renforcer les capacités de production de médicaments critiques.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 3 [EN](#) PDF

Mesures ciblées pour stimuler les biotechnologies et la bioproduction

La Commission européenne a publié une communication intitulée « Bâtir l'avenir à l'aide de la nature », qui identifie les défis et les obstacles auxquels le secteur européen de la biotechnologie et de la biofabrication est confronté et propose une série d'actions pour les surmonter. Un écosystème biotechnologique européen prospère est considéré d'une importance stratégique pour l'efficacité des soins de santé et la résilience des systèmes de santé.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Boîte à outils pour lutter contre la contrefaçon et mieux protéger les droits de propriété intellectuelle

La Commission européenne a adopté une résolution proposant des actions clés pour accroître la résilience des entreprises et leur capacité à lutter contre la contrefaçon, tant hors ligne qu'en ligne, et pour renforcer l'application des droits de propriété intellectuelle. Les États membres, en coopération avec les organisations de consommateurs, sont encouragés à sensibiliser le public à la contrefaçon de produits pharmaceutiques annoncés et vendus en ligne.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Principes relatifs à la limitation des substances chimiques les plus nocives aux utilisations essentielles

La Commission européenne a adopté des critères et des principes directeurs pour ce qui constituerait des « utilisations essentielles » des substances chimiques les plus nocives. Ces dernières ne devraient notamment être autorisées que si leur utilisation est nécessaire à la santé ou à la sécurité ou si elle est essentielle au fonctionnement de la société, et s'il n'existe pas d'autres solutions acceptables. Il peut s'agir, par exemple, de prévenir, de surveiller ou de traiter des maladies, de maintenir les conditions de base de la vie et de la santé humaine ou animale, ou de gérer des crises et des situations d'urgence en matière de santé.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Mesures sur les nouveaux concepts et services de mobilité aérienne

La Commission européenne a adopté une série de mesures pour répondre aux défis posés par l'émergence des taxis aériens pilotés et des opérations de drones sans équipage. L'objectif est d'harmoniser et de rationaliser la réglementation dans les États membres, en améliorant la surveillance et les normes de sécurité opérationnelle. Des règles spécifiques sont également introduites pour la fourniture de services médicaux d'urgence et les opérations de sauvetage.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

3 Santé en ligne

Accord sur la création d'un espace européen des données de santé

Le Conseil de l'UE et le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire sur le règlement établissant un espace européen des données de santé. Son objectif est de faciliter l'échange de données sur la santé et l'accès à ces données au niveau de l'UE. Approuvé par le Parlement européen en avril, cet accord interinstitutionnel doit maintenant être approuvé par le Conseil.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

Accord visant à renforcer les capacités de l'UE en matière de cybersécurité

Le Conseil de l'UE et le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire sur le « règlement sur la cybersolidarité ». Celui-ci vise à renforcer les capacités de l'UE et des États membres à se préparer aux cybermenaces ou incidents de grande ampleur, à les prévenir, à y réagir et à redresser la situation. Les mesures de préparation comprennent des tests pour les entités de secteurs hautement critiques, tels que les soins de santé. Approuvé par le Parlement européen en avril, cet accord interinstitutionnel doit maintenant être approuvé par le Conseil.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

Avis scientifique sur l'adoption de l'intelligence artificielle dans la recherche et l'innovation

Le Mécanisme de conseil scientifique de la Commission européenne a publié son avis sur la manière dont la Commission peut accélérer l'adoption responsable de l'intelligence artificielle dans la science au niveau de l'UE. Quatre recommandations générales ont été formulées pour soutenir l'intégration de l'IA dans divers domaines, y compris la santé. Elles pourront alimenter la stratégie globale en matière d'IA dans la recherche et l'innovation qui sera élaborée par la Commission européenne.

DOC [EN](#) HTML

4 Marché intérieur

Priorités pour l'avenir du marché unique

Enrico Letta, président de l'Institut Jacques Delors et ancien Premier ministre italien, a présenté un rapport indépendant de haut niveau sur l'avenir du marché unique. Ce rapport a été commandité par les présidences espagnole et belge du Conseil de l'UE et fournit des propositions concrètes pour renforcer le marché unique et mieux l'aligner sur le contexte européen et mondial actuel. Il s'agit entre autres de tirer parti du marché unique pour renforcer la résilience en matière de santé.

Le Conseil européen extraordinaire du 18 avril a invité les présidences actuelle et future du Conseil de l'UE à faire avancer, d'ici la fin de l'année, les travaux sur les recommandations formulées dans le rapport présenté par Enrico Letta. L'accent devrait être mis, entre autres, sur la fourniture transfrontière de services, ainsi que sur la circulation transfrontière des biens, y compris les médicaments.

Sur ce même sujet, les conclusions adoptées par le Conseil de l'UE en mai établissent une feuille de route pour renforcer le marché unique et le préparer aux futurs défis mondiaux. La Commission est invitée à élaborer une stratégie pour un marché unique modernisé avant juin 2025.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF | DOC 3 [EN/FR/NL](#) HTML

5 Politique sociale

Mesures visant à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences

La Commission européenne a publié un plan d'action visant à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences au cours des prochaines années, notamment dans le secteur des soins de santé et des soins de longue durée. Ce plan définit les actions à mettre en œuvre au niveau de l'Union européenne, des États membres, des régions, et des partenaires sociaux. Les progrès réalisés dans sa mise en œuvre seront suivis dans le cadre du Semestre européen.

Eurofound a publié un rapport évaluant l'efficacité, l'efficacité et la transférabilité potentielle des mesures politiques prises par les États membres pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs connaissant des pénuries structurelles de longue date aggravées par la pandémie de COVID-19 (santé et soins de longue durée, technologies de l'information et de la communication) et dans les secteurs touchés par la double transition verte et numérique.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

Déclaration sur l'avenir du socle européen des droits sociaux

La déclaration adoptée à l'issue d'une conférence de haut niveau à La Hulpe, en Belgique, par les institutions européennes, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile, propose des initiatives pour l'agenda social de l'UE pour la période 2024-2029. Elle réaffirme le socle comme le cadre qui guide les politiques sociales de l'UE, y compris pour garantir l'accessibilité des soins de santé.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [FR](#) - [NL](#) HTML

Conclusions sur les défis posés par le vieillissement en matière de viabilité des finances publiques

Les conclusions approuvées par le Conseil de l'UE en mai réaffirment la nécessité de mieux faire face aux conséquences économiques et budgétaires du vieillissement, y compris en adaptant le régime des retraites, des soins de santé et des soins de longue durée à ces défis.

Les conclusions s'appuient sur les principaux résultats du rapport 2024 sur le vieillissement, qui fournit des projections sur les dépenses publiques liées au vieillissement, y compris en matière de soins de santé et de soins de longue durée.

DOC 1 [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF | DOC 2 [FR](#) HTML

Analyse axée sur la convergence sociale pour sept États membres

La Commission européenne a publié une analyse par pays dans les domaines de l'emploi, des compétences et de l'inclusion sociale pour la Bulgarie, l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, la Lituanie, la Hongrie et la Roumanie. L'analyse est conforme aux caractéristiques du cadre de convergence sociale et couvre également les aspects liés aux soins de santé. Ses conclusions seront prises en compte dans le prochain paquet de printemps du Semestre européen.

DOC [EN](#) PDF

Édition 2024 de l'indice de progrès social dans les régions de l'UE

L'indice publié par la Commission européenne mesure le bien-être et le progrès social à travers l'UE en suivant 53 indicateurs socio-économiques et environnementaux. Il comprend également des indicateurs liés aux conditions de santé et aux soins de santé.

DOC [EN](#) HTML

6 Politique économique

Conclusions sur l'avenir de la politique industrielle

Le Conseil de l'UE a adopté des conclusions qui ouvrent la voie vers un nouveau pacte pour la compétitivité européenne. Ces conclusions analysent la situation du secteur industriel de l'UE, étudient les moyens d'améliorer l'innovation, l'accès au financement et l'environnement commercial pour les

fabricants, et proposent les grands principes qui sous-tendent la future politique industrielle de l'UE. Elles recommandent, entre autres, d'accorder la priorité aux domaines technologiques qui sont essentiels pour la sécurité économique de l'UE et qui peuvent réduire les dépendances stratégiques dans des secteurs sensibles tels que celui de la santé.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

7 Financement UE

Orientations pour le financement de la recherche et de l'innovation

La Commission européenne a adopté le deuxième plan stratégique d'Horizon Europe. Il définit trois orientations stratégiques pour 2025-2027 : la transition verte, la transition numérique, et une Europe plus résiliente, plus compétitive, plus inclusive et plus démocratique. Les objectifs et les impacts attendus pour le domaine de la santé sont également définis.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Évaluation de la cohésion actuelle dans l'Union européenne

La Commission européenne a publié le 9e rapport sur la cohésion, qui évalue l'état de la cohésion économique, sociale et territoriale dans l'ensemble de l'UE. Le rapport présente les progrès accomplis et les enseignements tirés et invite à réfléchir à la manière dont la conception de la politique de cohésion pourrait être améliorée afin de relever les défis restants. Il examine, entre autres, l'accessibilité des soins de santé et l'impact des transitions verte, numérique et démographique sur les soins de santé.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

8 Concurrence

Conclusions sur l'amélioration de la concurrence dans les marchés publics

Le Conseil de l'UE a adopté des conclusions sur l'amélioration de la concurrence pour les contrats de travaux, de biens et de services passés dans le cadre de marchés publics au niveau de l'UE. Il propose de lancer un plan d'action stratégique pour les marchés publics comme l'une des priorités du prochain mandat de la Commission. Ce faisant, le Conseil répond au rapport de la Cour des comptes européenne qui avait critiqué la diminution de la concurrence dans les marchés publics au cours de la dernière décennie dans plusieurs secteurs, y compris les services de santé et le matériel médical.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

Premier projet important d'intérêt européen commun dans le secteur de la santé

La Commission européenne a approuvé, en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État, le premier projet important d'intérêt européen commun visant à soutenir la recherche, l'innovation et le premier déploiement industriel de produits de santé, ainsi que des procédés de production innovants de produits pharmaceutiques. Le projet a été notifié conjointement par six États membres : Belgique, France, Espagne, Hongrie, Italie, et Slovaquie.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Modification des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale

La Commission européenne a adopté une modification des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale afin de permettre aux États membres d'accorder des montants d'aide plus élevés en faveur de projets d'investissement relevant de la plateforme « Technologies stratégiques pour l'Europe » (STEP). Cela devrait soutenir le développement et la production de technologies numériques et d'innovations deep tech, de technologies propres et de biotechnologies.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Quatre acquisitions approuvées dans le secteur des soins de santé

La Commission européenne a approuvé quatre acquisitions. La première est l'acquisition du contrôle conjoint de Cotiviti par KKR et Veritas, toutes trois américaines. L'opération porte principalement sur la fourniture de services d'analyse de données, y compris dans le secteur des soins de santé.

La seconde est l'acquisition du contrôle conjoint de Byggfakta (Suède) par TA Associates (États-Unis), Stirling Square Capital Partners (Royaume-Uni) et Macquarie European Investment Holdings (Australie). L'opération concerne principalement la fourniture de données de marché intégrées et de services d'intelligence logicielle à des entreprises de divers secteurs, y compris les soins de santé.

La troisième est l'acquisition du contrôle conjoint de Smart Clinic par Generali, Gruppo San Donato et GK Holding, tous trois en Italie. La transaction concerne principalement la fourniture de soins de santé ambulatoires et d'exams diagnostiques.

La quatrième est l'acquisition du contrôle conjoint de Resonetics par Carlyle et GTCR, tous trois américaines. La transaction concerne principalement le développement et la fabrication d'instruments médicaux.

[DOC 1](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 3](#) [EN](#) [HTML](#) | [DOC 4](#) [EN](#) [HTML](#)

Approbation du plan d'Illumina visant à céder Grail dans le marché des tests de dépistage du cancer

La Commission européenne a approuvé le plan de cession présenté par Illumina en vue de dénouer son acquisition de GRAIL. Conformément aux mesures correctives adoptées par la Commission en octobre 2023, ce plan devrait rétablir la concurrence sur le marché de la mise au point de tests de détection précoce du cancer.

[DOC](#) [EN/FR](#) [HTML](#)

9 Cour de Justice de l'Union européenne

Conclusions concernant les pourvois introduits par Illumina et Grail contre la Commission européenne

Dans les affaires jointes C-611/22 P et C-625/22 P, l'avocat général propose à la Cour de justice d'annuler l'arrêt du Tribunal du 13 juillet 2022 (T/227/21) et d'annuler les décisions de la Commission accueillant 1/ la demande de l'Autorité de la concurrence française d'examiner l'opération de concentration visant l'acquisition par Illumina du contrôle exclusif de Grail, et 2/ les demandes des autorités de concurrence belge, néerlandaise, grecque, islandaise et norvégienne de se joindre à cette demande de renvoi. L'opération de concentration concerne le marché des tests sanguins de détection précoce du cancer.

[DOC](#) [EN/FR/NL](#) [HTML](#)

Arrêts concernant deux recours contre des décisions portant sur l'autorisation de mise sur le marché de médicaments

Dans l'affaire T-416/22, le Tribunal a rejeté le recours en annulation introduit par Fresenius Kabi Austria GmbH et d'autres requérants contre la décision de la Commission européenne demandant aux États membres concernés de suspendre l'autorisation nationale de mise sur le marché de médicaments contenant de l'hydroxyéthylamidon (HEA) comme substance active.

Dans l'affaire C-291/22 P, la Cour de justice a annulé en partie l'arrêt du Tribunal de l'UE ayant rejeté le recours en annulation introduit par Debrégeas et associés Pharma contre la Commission européenne et a annulé la décision de la Commission refusant la demande d'autorisation de mise sur le marché du médicament Hopveus - oxybate de sodium, destiné à lutter contre la dépendance à l'alcool.

[DOC 1](#) [EN/FR/NL](#) [HTML](#) | [DOC 2](#) [EN/FR/NL](#) [HTML](#)

Conclusions sur la protection des données personnelles et le concept de données concernant la santé

Dans l'affaire C-21/23, l'avocat général fait des propositions concernant l'interprétation de plusieurs dispositions du règlement général sur la protection des données (RGDP) relatives au système des voies de recours instauré par ce règlement et à la catégorie de « données concernant la santé ». Le contexte est celui d'une action en cessation introduite par une entreprise dans le but de mettre fin à la commercialisation sur internet de médicaments non soumis à prescription par l'un de ses concurrents. Ceci en raison d'une concurrence déloyale constituée par le non-respect des exigences découlant du RGPD s'agissant du traitement des « données concernant la santé ».

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

10 Procédures d'infraction

La Hongrie en défaut de conformité par rapport aux règles européennes concernant la liberté d'établissement pour les services de reproduction

La Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure à la Hongrie au sujet de la restriction des services de procréation médicalement assistée aux seuls prestataires détenus ou contrôlés par l'État. Cette mesure enfreint l'article 49 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant la liberté d'établissement.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

La France en défaut de conformité par rapport aux règles de l'UE concernant la libre circulation des vétérinaires et des sociétés vétérinaires

La Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure à la France concernant ses règles nationales relatives aux vétérinaires et aux sociétés vétérinaires. Ces dispositions sont jugées contraires aux règles de l'UE relatives à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services énoncées dans le traité sur le fonctionnement de l'UE et dans la directive sur les services.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

La Grèce et la Tchéquie en défaut de transposition des règles européennes relatives à la proportionnalité des réglementations professionnelles

La Commission européenne a saisi la Cour de justice de l'UE d'un recours contre la Tchéquie et la Grèce au motif que ces deux pays n'ont pas correctement transposé dans leur droit national la directive (UE) 2018/958. Cette directive a pour objet l'examen de la proportionnalité des nouvelles règles ou des règles modifiées limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice. Les professions de santé réglementées sont couvertes par cette directive.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

La Grèce et la Roumanie en défaut de transposition des règles européennes concernant les retards de paiement dans le secteur de la santé

La Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure à la Roumanie et a renvoyé la Grèce devant la Cour de justice de l'UE au motif que ces deux pays n'ont pas correctement appliqué la directive 2011/7/UE. Dans le cas de la Roumanie, les autorités de santé publique paient les pharmacies indépendantes avec des retards excessifs pour les médicaments délivrés aux patients dans le cadre du système national d'assurance maladie. En Grèce, la Commission vise les pratiques de paiement incorrectes des hôpitaux publics vis-à-vis de leurs fournisseurs.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

Trois États membres en défaut de conformité par rapport à la législation européenne sur les marchés publics

La Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure à la Bulgarie, à l'Espagne et à la Roumanie pour non-respect des règles européennes en matière de marchés publics et de contrats de concession. Dans le cas de la Bulgarie en particulier, les hôpitaux privés sont exclus des règles de l'UE en matière de marchés publics, même lorsqu'ils sont partiellement financés par des fonds publics.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Onze États membres en défaut de transposition des règles relatives à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes ou à des substances reprotoxiques au travail

La Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure à onze États membres n'ayant pas encore transposé entièrement la directive (UE) 2022/431 dans leur droit national et communiqué leurs mesures à la Commission. La directive vise à élargir la protection des travailleurs, y compris les travailleurs du secteur de la santé exposés à des substances cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques contenues dans certains médicaments dangereux.

DOC [EN/FR](#) HTML

Trois États membres en défaut de transposition des règles relatives à l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques

La Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure à la Belgique, à Malte et à la Slovaquie au motif que ces trois pays n'ont pas encore transposé la directive (UE) 2023/1526 et la directive (UE) 2023/1437 dans leur législation nationale. Ces deux directives prévoient des exceptions pour l'utilisation du plomb dans les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et du mercure dans les rhéomètres capillaires.

DOC [FR](#) HTML

L'Irlande en défaut de transposition des règles européennes relatives aux émissions industrielles

La Commission européenne a envoyé un avis motivé à l'Irlande pour n'avoir pas remédié aux lacunes dans la transposition de la directive 2010/75/UE. Cette directive établit des règles visant à prévenir et à réduire les émissions industrielles nocives dans l'air, l'eau et le sol, ainsi qu'à prévenir la production de déchets, y compris dans le cadre de la production de produits pharmaceutiques.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Dix-huit États membres en défaut de conformité par rapport à l'acte de l'UE sur la gouvernance des données

La Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure à 18 États membres, dont la Belgique, au motif qu'ils n'ont pas désigné les autorités responsables de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/868, ou n'ont pas démontré que ces autorités avaient été habilitées à exécuter les tâches requises en vertu du règlement. Ces autorités sont chargées d'enregistrer les organisations altruistes en matière de données et de contrôler la conformité des prestataires de services d'intermédiation de données. L'altruisme en matière de données permet aux citoyens de donner leur consentement à la mise à disposition de leurs données pour le bien commun, par exemple pour des projets de recherche médicale.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

11 Divers

Données et recommandations concernant la gestion des risques climatiques dans le secteur de la santé

La Commission européenne a publié une communication sur la gestion des risques climatiques en Europe qui explique comment l'UE et ses États membres peuvent mieux anticiper, comprendre et traiter les risques climatiques croissants. Des propositions d'action concrètes sont formulées, y compris pour le secteur de la santé.

La communication fait suite à la première évaluation européenne des risques climatiques publiée par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). Ce rapport scientifique vise à soutenir l'élaboration de politiques stratégiques. Il examine les principaux risques climatiques et les priorités politiques, y compris pour le secteur de la santé.

Un autre rapport de l'AEE traite spécifiquement de l'impact des inondations, des sécheresses et de la qualité de l'eau sur la santé humaine et les systèmes de soins de santé. Il préconise une action accélérée pour mieux préparer le secteur de la santé à faire face aux problèmes futurs liés au climat. Il s'agit notamment d'adapter les infrastructures de soins de santé et de renforcer la capacité du personnel de santé à anticiper, reconnaître et gérer les conséquences du changement climatique.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML | DOC [EN](#) HTML

Appels à préserver le droit de chacun à l'accès aux soins de santé

Le Parlement européen a adopté une nouvelle résolution invitant le Conseil à inscrire dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE le droit de chacun à un accès libre, éclairé, complet et universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'à tous les services de soins de santé connexes sans discrimination, et notamment à un avortement sans risques et légal. Il invite également les États membres à dépénaliser totalement l'avortement.

À l'occasion de la conférence de haut niveau organisée par la présidence belge du Conseil de l'UE pour marquer la Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie, la transphobie et l'intersexophobie, 18 États membres ont signé une déclaration dans laquelle ils s'engagent à faire progresser les droits des personnes LGBTIQ en Europe. Il s'agit entre autres de leur garantir un accès égal aux services de soins de santé, en tenant compte de leurs besoins spécifiques.

La déclaration s'appuie sur le rapport présenté par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne sur les progrès réalisés depuis 2019 et les défis qui subsistent en ce qui concerne les droits des personnes LGBTIQ, y compris en matière d'accès aux soins de santé.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 3 [EN/FR/NL](#) HTML

Propositions pour améliorer les conditions de travail de tous les stagiaires

La Commission européenne a proposé une directive ainsi que la révision de la recommandation du Conseil de 2014 relative à un cadre de qualité pour les stages. Le but est d'améliorer les conditions de travail des stagiaires, y compris par une rémunération équitable et l'accès à la protection sociale, et d'empêcher les relations d'emploi déguisées sous forme de stage. La révision étend le champ d'application du cadre de qualité afin de couvrir également les stages qui font partie des programmes d'enseignement et de formation formels et ceux qui sont nécessaires pour accéder à une profession donnée, telle que la profession médicale.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Accord sur la révision du Règlement sanitaire international

L'Assemblée mondiale de la santé, qui réunit plus de 190 pays, dont tous les États membres de l'UE, a approuvé un ensemble d'amendements améliorant le Règlement sanitaire international. L'objectif est de renforcer la préparation, la surveillance et la riposte face aux urgences de santé publique au niveau mondial. Des engagements ont également été pris pour achever les négociations sur un accord international sur les pandémies dans un délai d'un an.

DOC [EN](#) HTML

12 Publications

Policy brief sur la manière de rendre la transition numérique dans le domaine de la santé plus inclusive

Le Collège intermutualiste national (CIN) de Belgique a présenté un policy brief sur la manière dont les droits des citoyens européens peuvent être préservés dans un système de santé numérique. Ce document donne un aperçu des défis à relever en Europe et formule des recommandations à l'intention de l'UE et des États membres, des acteurs du système de santé et des citoyens. Le thème de la littératie en santé digitale a été abordé lors d'un événement que le CIN a organisé sous les auspices de la présidence belge du Conseil de l'UE, en coopération avec l'Institut national d'assurance maladie et invalidité (NIHDI).

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

Document d'orientation sur la crise du personnel de santé et de soins

L'Alliance européenne pour la santé publique (EPHA) a publié un document d'orientation politique sur les défis liés au personnel de santé et de soins et sur les moyens de les relever. Le document aborde la question des pénuries, des conditions de travail difficiles, des besoins croissants en compétences et des problèmes transversaux tels que l'absence de planification à long terme. Il met l'accent sur les solutions qui peuvent être trouvées grâce à une approche intersectorielle, à une gouvernance plus forte et à un

meilleur financement. Des recommandations sont formulées à l'intention des institutions de l'UE, des États membres, et des principales parties prenantes du secteur.

DOC [EN](#) PDF

Étude sur l'utilisation de l'assurance maladie privée dans le contexte de la mobilité intra-européenne

HIVA - Research Institute for Work and Society (KU Leuven) a publié un document explorant la mesure dans laquelle les citoyens européens qui se déplacent au sein de l'UE ont besoin d'une assurance maladie privée et y ont recours. Les résultats visent à stimuler le débat et la recherche sur un sujet qui a reçu peu d'attention de la part des experts juridiques jusqu'à présent et à inciter les décideurs politiques à prendre des mesures pour combler certaines des lacunes identifiées dans la protection sociale transnationale.

DOC [EN](#) PDF

Article sur la manière de renforcer le Semestre européen afin de parvenir à une économie du bien-être

EuroHealthNet a publié un article dans le « International Journal of Environmental Research and Public Health » qui définit ce que signifie une économie du bien-être et comment elle peut être réalisée dans le contexte de l'UE et du Semestre européen. L'article montre comment, malgré les progrès accomplis, l'accent mis sur l'économie par rapport à d'autres domaines politiques contraste avec ce que l'on pourrait considérer comme une « stratégie du bien-être ». Des recommandations sont formulées en faveur d'une stratégie globale au niveau de l'UE qui place la santé et le bien-être de chacun au centre de ses préoccupations.

DOC [EN](#) HTML

Rapport européen 2024 sur la santé et le changement climatique

Le rapport publié par Lancet Countdown étudie 42 indicateurs mettant en évidence les effets négatifs du changement climatique sur la santé humaine, le retard pris par les pays européens en matière d'action climatique, et les occasions manquées de protéger ou d'améliorer la santé grâce à une action climatique adaptée à la santé. De nouveaux indicateurs ont été ajoutés, couvrant également les émissions liées aux soins de santé.

DOC [EN](#) HTML

Manuel pour l'évaluation de la résilience des systèmes de santé

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé ont mis au point une méthodologie globale pour évaluer et renforcer la résilience des systèmes de santé nationaux. Ce travail a été soutenu par la Commission européenne et vise à permettre aux États membres d'améliorer leur préparation aux crises futures et aux défis structurels émergents.

DOC [EN](#) HTML

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Jessica Martini

martini@ose.be

www.ose.be

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

www.ose.be/health_newsletter/